

## **Interview de Pascal Le Boulc'h, secrétaire du comité d'entreprise de Paris diffusion presse**

**Cantonade.** – Comment a commencé la crise que nous connaissons aujourd'hui aux NMPP ?

**PASCAL LE BOULC'H.** – En juillet 1999, la direction des NMPP a convoqué un CCE pour annoncer un plan social. Le Comité inter a forcé la direction à revoir sa copie et l'a forcé à mettre en place un projet industriel en même temps que le plan social.

Toute l'année, on a travaillé là-dessus. C'est en même temps qu'on a travaillé sur le projet d'accord RTT et sur l'éventualité d'un CAATS. En juillet 2000, on a abouti à la déclaration d'intention. A l'époque, on s'est fait vilipender par le SGLCE.

**Cantonade.** – Pourquoi ?

**PASCAL LE BOULC'H.** – Parce qu'ils sont toujours dans une position de retrait. Ils ont un côté conservateur qui fait que tout ce qui est nouveau est mauvais ; ou alors ça vient forcément d'une manipulation patronale. Après cette déclaration d'intention, des négociations se sont ouvertes avec l'inter-syndicale, au niveau de l'entreprise, de manière à mettre au point le projet industriel qui était pour tous les NMPP. Tout ce qui est discussion pour le plan 2000-2003 concernant le Niveau I et le Niveau II sur le plan national a été discuté par les organisations syndicales et la section messageries. Quant à nous, on s'est cantonné à travailler sur le projet 2000-2003 pour PDP. Il restait des points d'ombre, comme la cellule de répartition, le tri des invendus.

En 2001, depuis la signature, le 22 février 2001, de l'accord industriel aux NMPP, le plan industriel devait se mettre en place en même temps que le plan social. Dès juillet 2001, il y a eu des départs en CATS à 55 ans pour les cadres, les ouvriers et les employés. On a commencé à avoir des inquiétudes, car jusqu'à aujourd'hui il n'y a aucune mécanisation dans les ateliers, ce qui fait qu'on avait recours à beaucoup de CDD. On perdait des effectifs par le départ en CATS et on ne gagnait pas en productivité, puisqu'il n'y avait pas mécanisation. Ils n'ont pas respecté l'esprit du plan où tout ça devait se faire en même temps.

En même temps que les gars partaient en CATS, il devait y avoir mécanisation progressive des ateliers afin de permettre de réduire les effectifs jusqu'à arriver à l'effectif « cible », qui était de 329 ouvriers, employés, cadres à PDP, soit 190 ouvriers fin 2003. Ce chiffre de 190 est important parce que, dans un tract de la section Messageries intitulé « les raisons d'un rejet », ils annoncent un chiffre de 329 ouvriers à PDP, ce qui est faux.

**Cantonade.** – Après l'intervention du Comité inter exigeant un plan industriel, qu'est-ce qui s'est passé ?

**PASCAL LE BOULC'H.** – Ce plan industriel correspondait à une certaine vision de l'avenir. Depuis 1990, tout le Niveau I et une partie du Niveau II ont été bradés par la section

Messageries. Le « deal » était de préserver les statuts et les acquis d'entreprise contre l'emploi. Ils acceptaient à chaque fois des plans sociaux, des externalisations de charge de travail contre des petits confort personnels sur certains secteurs, ou alors des positionnements d'un ou deux camarades dans des secteurs où il y avait une cinquantaine de personnes qui travaillaient sans statut.

**Cantonade.** – On a l'impression que la section Messageries se retranche sur le maintien des acquis mais sans perspective. Pourquoi y avait-il ce sentiment que PDP ne pouvait pas survivre ?

**PASCAL LE BOULC'H.** – Il y a un tract de la section Messageries où ils admettent qu'on est passé de 4000 à 1900. On voit qu'il y a une politique de réduction d'effectifs depuis quelques années, d'externalisation de la charge de travail contre le maintien des statuts, d'acquis, d'heures supplémentaires, bref un certain confort dans les ateliers. Et petit à petit, on vend les NMPP par appartements, tout ce qui faisait le syndicat du Livre. Pourquoi PDP ne pouvait pas être dans ce schéma ? On nous l'a proposé, mais on a choisi une vision d'avenir, de façon à positionner fortement la CGT dans la distribution de la presse à Paris, plutôt que d'accepter de perdre petit à petit les clients de banlieue, le tri des invendus. Rappelons que le tri des invendus, on l'a déjà perdu en juillet ; on a perdu 289 clients qui sont dans des dépôts privés avec des ouvriers sans statut. Il n'y a qu'un seul dépôt où il y a la CGT, et c'est parce que nous, à PDP, l'avons implantée.

Rappelons également que, si on n'avait pas signé *in extremis* cette minute de discussion, on était prêt à perdre, début décembre, 476 clients qui partaient dans des dépôts privés sans statut, sans CGT à l'intérieur. C'est pour ça qu'on a été obligé de réagir très vite à la situation. Depuis juillet, il y avait une pression très forte et il n'y avait pas d'autre solution pour sortir de cette situation que de signer cette minute.

**Cantonade.** – L'Inter a signé un accord de modernisation, mais on a le sentiment qu'il y avait un sabotage de la direction. On a pu entendre M. Sabouret conditionner la mise en place de la mécanisation à l'augmentation de la productivité préalablement, ce qui est absurde.

**PASCAL LE BOULC'H.** – On s'aperçoit maintenant que personne ne voulait cette mécanisation, cette modernisation. Aujourd'hui encore, alors que la minute est signée, on a des doutes, et c'est pourquoi on voudra des garanties avant toute nouvelle étape dans l'évolution du plan qui se mettra en place.

La première aberration est de nous avoir envoyé plus de mutations que l'effectif cible du plan. A l'heure actuelle, avec les départs en CATS, on se retrouvera à la fin de 2003 avec 390 cadres, ouvriers et employés, alors que l'effectif cible est